



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Samedi 13 mars 1982

N° 152

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

GADELOUPE :

L'ATTAQUE DES MAGASINS : MANIFESTATIONS DE COLERE CONTRE L'ADMINISTRATION DES BLANCS.

Mercredi 3 mars au matin, un groupe de jeunes masqués s'attaquaient à des vitrines de magasins de luxe situés en devanture de l'aéroport de P.A.P. - Le Raizet. Deux magasins appartenant à des blancs venant de France, dont un qui vit du trafic entre la Guadeloupe et Haïti d'objets et d'œuvres d'art en provenance de Haïti.

Le même jour, quelques heures plus tard, un autre groupe brisait les vitres d'une voiture de gendarmerie sortant de la sous-préfecture.

Deux suspects, dont l'un a été attrapé dans Raizet par un chauffeur de taxi zélé, sont actuellement en prison à P.A.P. Une information est ouverte contre eux.

Les deux actions sont-elles liées ? Il est difficile de le dire. En tout cas elles expriment bien la colère des Noirs pauvres.

Un tract, signé du «Comité contre le génocide des Noirs par substitution» a été trouvé par les policiers sur les lieux de l'action.

Nous avons été aussi informés d'une action qui s'est déroulée à Petit-Bourg contre les biens d'un percepteur blanc : sa voiture a eu plusieurs roues crevées et la devanture de sa maison a été maculée d'inscriptions à la peinture.

En ville à P.A.P. - plusieurs magasins appartenant à des Blancs ont été maculés à la peinture, un «B» a été tracé sur des devantures signifiant sans doute «blanc».

Des jeunes, des Noirs, harcèlent les magasins des Blancs et s'en prennent à leurs biens.

Le journal colonialiste France-Antilles, qui semble inquiet, estime que ces actions durent depuis 20 mois et ont touché des dizaines de magasins et biens appartenant aux Blancs.

Tout cela montre que le mécontentement n'a pas été éteint par les discours du nouveau gouvernement.

Les actions menées contre les magasins des Blancs reçoivent en général l'approbation d'une grande partie de la population, en particulier des Jeunes Noirs pauvres, chômeurs, qui se sentent exclus de toute possibilité de vivre décemment dans leur propre pays.

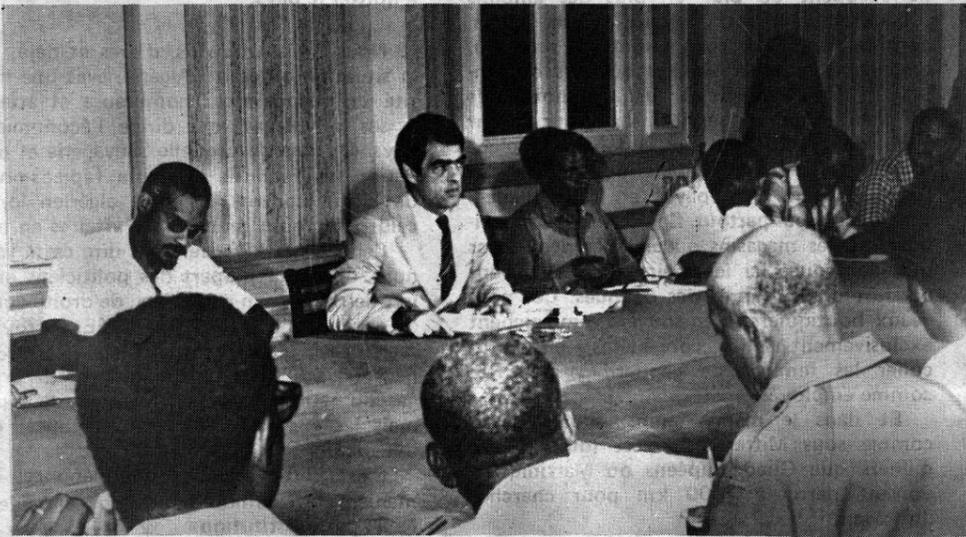
Souvent, depuis quelques temps, des travailleurs revenant de France tentent de se réimplanter ici, mais peu y parviennent, car véritablement il n'y a pas de travail pour eux dans le pays. Pourtant ils constatent que des Blancs en grand nombre parviennent à se faire une «place» et parfois à avoir des situations stables dans le commerce notamment.

Les travailleurs ne peuvent que se retrouver du côté de ceux qui n'acceptent pas sans lutter une situation qui veut faire d'eux des étrangers dans leur propre pays.

Suite page 3.

LES CANTONALES:

DES ELECTIONS POUR RIEN?



Emmanuel et les syndicats en Martinique — Un changement de ton, pas de politique.

La campagne des cantonales est commencée dans l'indifférence générale. Les mêmes candidats sortants se représentent. Les partis de gauche ont pourtant fait l'effort de présenter des candidats partout.

Le parti socialiste dont la liste de candidats a été rendue publique par le ministre des DOM Emmanuel présente plus de candidats que d'habitude. Remarquons que le courant Proto jugé trop nationaliste a été écarté complètement des candidatures. Or Proto lui-même a été autrefois candidat dans l'un des cantons des Abymes. Il n'a pas été représenté par le PS. Il a été mis au purgatoire pour avoir trop flirté avec les sentiments nationalistes !

A l'extrême-gauche seul le GRS présente deux candidats en Martinique dont Jean Elie conseiller sortant et Paço à Fort-de-France 3; deux autres sont présentés en Guadeloupe avec son soutien sous le sigle CARUT (comité d'action révolutionnaire pour l'unité des travailleurs), il s'agit de Paul Tomiche, Abymes 2, et Niçoise Robert, Sainte-Rose Deshaies 2.

MARTINIQUE : GREVE DE L'EDF

les travailleurs ont remporté une première manche

La grève de l'EDF aura duré deux jours, le 1er et le 2 mars, et à l'issue de cette journée, la direction de EDF-Martinique aura cédé sur un certain nombre de points estimés fondamentaux par les grévistes pour la reprise du travail.

Les travailleurs de l'EDF réclamaient notamment :

- la semaine de 35 heures,
- l'amélioration des conditions de travail, en particulier à l'usine de Pointe des Carrières,
- l'application des avantages contenus dans le statut des travailleurs de l'EDF-France, avantages qui ne sont pas appliqués ici en Martinique, et pour avoir tous ces avantages, la création de 200 postes à l'EDF.

Finalement, la direction de l'EDF a accepté que les négociations s'ouvrent sur une base minimum de 85 postes, chiffre qui est déjà passé à 110 postes, au moment où nous écrivons. Et dans ce total n'est pas compris le cas de l'usine, qui doit être réglé à part, car il faut des études supplémentaires pour créer des postes nouveaux à l'usine.

Dans la même foulée, les travailleurs obtenaient le paiement des jours de grève, ce qui était accueilli avec beaucoup de joie par les travailleurs présents au moment de la négociation. Actuellement se déroulent donc les négocia-

tiations, nécessaires pour permettre l'embauche précise du personnel supplémentaire.

Les travailleurs de PK ont obtenu eux aussi des embauches nouvelles qui seront créées précisément par la suite ainsi que le principe d'un repos compensateur afin de permettre aux travailleurs de l'usine de bénéficier d'un temps de repos plus grand après leur travail qui est d'autant plus pénible qu'il se déroule dans le bruit, la chaleur et les trépidations. Ces mauvaises conditions de travail contre lesquelles les travailleurs de l'usine ont très longtemps protesté ont entraîné des dizaines de maladies professionnelles ces dernières années.

Mais si les travailleurs ont pu arracher ces améliorations à la direction, c'est qu'ils étaient extrêmement déterminés. C'est depuis des mois que les travailleurs, et plus particulièrement ceux de l'usine se préparent à exprimer leur colère contre les mauvaises conditions de travail, devenues encore plus insupportables ces temps derniers, car il faut travailler encore plus sans que le personnel ait été augmenté en conséquence. Le mécontentement grandissant s'est exprimé au travers des nombreuses réunions syndicales qui ont eu lieu depuis plus de 3 mois à l'usine.

Et surtout les travailleurs ont compté sur eux-mêmes pendant ce mouvement. Ils n'ont

d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe. Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe. Pour la reconstruction de la IVème Internationale.

Le GRS appelle à voter «partout contre la droite», et pour les candidats se réclamant de l'anti-colonialisme.

Pour notre part nous avons décidé de ne pas présenter de candidats dans cette élection qui doit mettre sur pied une assemblée qui sera ensuite dissoute pour être remplacée par une autre élue au suffrage proportionnel dans le cadre de la décentralisation.

La gauche locale est bridée et soumise. Lorsque le gouvernement a décidé de ne pas respecter ses promesses précédentes de ne pas faire ces élections, lorsqu'il a ensuite annoncé qu'il ne referait pas les cantons sur un découpage plus démocratique, on aurait pu croire que la gauche allait protester et s'opposer à cette attitude du gouvernement. Seul le malade Salpêtrier a émis quelques timides protestations, pris à chaud par un journaliste. Mais après avoir fait un voyage en France, il est rentré dans le rang.

La gauche antillaise comme par le passé en 1946 est prête à tout avaler. Gauche née sans dignité elle n'en a pas acquise entre temps.

Et si demain le gouvernement décidait, comme il en est bien capable, de revenir sur le problème de l'assemblée unique et de transformer, sans élections nouvelles, le conseil général en «nouveau» conseil départemental, et le préfet en Commissaire avec des pouvoirs étendus, la gauche antillaise ne dira rien et avalera encore la pilule.

G.R.

pas laissé le sort de la grève entre les mains d'un petit groupe de dirigeants syndicaux mais y ont participé au contraire très activement.

C'est ainsi que le Siège Social a été pratiquement transformé en Quartier Général durant la grève, où tous les grévistes se rassemblaient, discutaient et décidaient des tâches à entreprendre. Ce sont les travailleurs qui ont décidé eux-mêmes, démocratiquement, malgré les pressions de certains dirigeants syndicaux, de poursuivre la grève le premier jour, décision qui allait contraindre la direction à reculer encore plus.

Car cette dernière a senti que l'affaire était mal engagée cette fois-là. Devant les coupures, et les menaces de coupures encore plus longues pour les jours à venir, elle a préféré céder.

Les travailleurs ont conscience d'avoir remporté une manche. Mais ils demeurent prudents et surtout ils restent mobilisés, afin que leur victoire ne leur soit pas volée par les manœuvres que ne manquera pas de faire la direction au cours des négociations.

Mais le simple rappel du fait que la grève n'est pas terminée, mais seulement suspendue, lui montre de toute évidence que sa marge de manœuvre n'est pas si grande et qu'elle a intérêt à ne pas lanterner les travailleurs.

le génocide par substitution

Mercredi 3 mars la radio annonçait qu'un jeune Guadeloupéen, qui venait, paraît-il de briser plusieurs vitrines à l'aéroport du Raizet, avait été arrêté. Des tracts trouvés sur place revendiquaient cette action au nom d'un «comité contre le génocide des Noirs par substitution». Ce n'est pas la première fois, comme nous l'expliquons par ailleurs, que se manifeste un tel comité, dont les actions sont considérées par la presse de droite, notamment France-Antilles, comme «bassement racistes», et les revendications «sans aucun fondement».

Précisément, si l'on s'en tient aux tracts et au nom du comité, quelles sont ces revendications ? Et en particulier, que signifie «génocide par substitution» ? L'expression vient de Aimé Césaire. Un génocide, c'est la destruction, la liquidation par des moyens généralement violents, de tout un peuple. On parle le plus souvent de génocide pour évoquer l'assassinat de 6 millions de Juifs par Hitler lors de la dernière guerre mondiale. Hitler qui voulait faire disparaître ce peuple de la surface de la terre. Mais si la presse occidentale «démocratique» parle en long et en large du génocide des Juifs (qui a d'ailleurs échoué) pour tout rejeter sur Hitler, on parle beaucoup moins de bien d'autres génocides, qui, eux, ont parfaitement réussi. La différence, c'est qu'ils n'ont pas été effectués par des «barbares allemands», mais par des «civilisés», Français, Anglais ou Américains. C'est ainsi que sur 5 millions d'Indiens qui vivaient en Amérique du nord avant l'arrivée des Blancs, il ne subsiste, 3 siècles plus tard, que 500.000 personnes parquées dans des réserves.

Plus près de nous, sur notre sol, en Guadeloupe et en Martinique, un génocide implacable, total, s'est produit : celui des premiers habitants, les Caraïbes, que les Français «civilisés» ONT ÉLIMINÉS. Mais l'entreprise criminelle la plus colossale réalisée contre un peuple ou une race demeure la traite des Noirs d'Afrique, organisée par les états et les capitalistes Français, Anglais, Espagnols, Hollandais, qui pendant plus de 2 siècles a arraché à leur terre et réduit à l'esclavage des dizaines de millions d'hommes.

Les populations actuelles de Guadeloupe et de Martinique sont les descendants des victimes de cette entreprise criminelle. Alors évidemment, il est facile de dire qu'aujourd'hui, l'esclavage c'est fini, que tout cela, c'est de l'histoire ancienne : les Blancs, en tout premier lieu les békés, ne s'en privent d'ailleurs pas.

Mais ils auront beau dire ou faire, une réalité demeure, celle de la domination d'une minorité blanche, aussi bien au niveau de l'administration qu'à celui de l'économie, sur la majorité de la population qui elle est composée de Noirs, qu'ils soient nègres ou indiens. Et France-Antilles peut bien affirmer qu'il y a des Antillais de couleur «à tous les niveaux», il suffisait de voir récemment à la télévision l'assemblée du patronat «guadeloupéen» pour constater qu'à de rares exceptions, les patrons, ceux qui ont entre leurs mains l'économie de la Guadeloupe, sont blancs. Il en va de même des principaux chefs de service au niveau de l'administration.

Prenez, par contre, l'immense majorité des entreprises agricoles ou industrielles : ceux qui n'ont pour vivre que la possibilité de vendre leur force de travail sont des Noirs, nègres ou indiens. Les cadres, les gérants, les contremaîtres, sont eux, souvent blancs. Les propriétaires ou directeurs, presque toujours.

Considérez enfin la masse des chômeurs de nos pays : alors que les noirs y sont par milliers, les chômeurs blancs, eux, se comptent sur les doigts de la main.

Cela, c'est une réalité que personne ne peut discuter. Et pourtant, des Blancs, il y en a de plus en plus en Guadeloupe et en Martinique. Autrefois, on ne les trouvait que dans la «crème» de la société. Aujourd'hui, ils occupent de plus en plus des emplois subalternes, cadres moyens, petits chefs, contremaîtres. Les cas ne sont pas rares où, embauchés comme simples ouvriers ou employés, ils deviennent en quelques mois chefs de chantier ou de service, sans pour autant avoir de qualification, et prennent la place d'Antillais exerçant depuis des années ces fonctions sans être payés en conséquence. Enfin, un peu partout fleurissent des boutiques ou des magasins ouverts par des Blancs qui, débarqués ici les mains vides, trouvent aussitôt crédit auprès des banques. Ces nouveaux boutiquiers, bien souvent, embauchent exclusivement leurs congénères, en particulier les femmes de gendarmes ou CRS, comme employés.

Et dans le même temps, sous Giscard comme sous Mitterrand, c'est toujours par milliers que Guadeloupéens ou Martiniquais doivent partir à 7000 km pour chercher du travail.

Des blancs qui entrent, qui trouvent du travail, des facilités, des crédits ; des Noirs qui ont à choisir entre l'exploitation, le

chômage et finalement l'exil, et quittent leur pays par milliers ; c'est une réalité qu'on ne peut pas discuter, il suffit de regarder autour de soi.

C'est cette réalité, et le danger qu'elle représente à terme pour la population pauvre de Guadeloupe et de Martinique, que veut définir l'expression «génocide par substitution». Car il y a plusieurs manières de détruire un peuple, de le dominer, de l'empêcher de prendre en mains ses propres affaires. On peut le faire violemment, comme les Français l'ont fait avec les Caraïbes, en les assassinant jusqu'au dernier. Mais on peut aussi le faire en exilant petit à petit cette population, en la dispersant, en lui faisant quitter son pays tout en faisant rentrer d'autres personnes qui, elles, parce qu'elles sont favorisées, refuseront de se mélanger à cette population et de défendre sa cause.

C'est ce remplacement d'une partie de la population par un autre groupe de personnes, différentes et refusant de s'intégrer que l'on appelle SUBSTITUTION. C'est cette situation, favorisée par le gouvernement français pour maintenir son emprise sur la Guadeloupe et la Martinique, qui se produit actuellement. Et elle peut avoir, si elle n'est pas arrêtée, des conséquences très graves, non pas pour les riches, les petits-bourgeois, mais pour la population pauvre elle-même, dont les fils et les filles sont d'ailleurs les plus nombreux à quitter le pays.

Nous nous trouvons, d'ores et déjà, dans la situation où était l'Algérie, avec une minorité de Blancs assez nombreuse et attachée à ses privilèges, qui dirige l'économie du pays. On sait avec quelle sauvagerie et obstination les Français d'Algérie («pieds-noirs») ont lutté contre le peuple algérien lorsque celui-ci a voulu prendre ses affaires en main.

Cela, c'est la vérité. Mais dire cette vérité, nous disent la plupart des politiciens et des journalistes «bien-pensants», de droite comme de gauche, C'EST DU RACISME. Incroyable, mais vrai : d'après ces messieurs, les racistes ne sont pas ceux qui bénéficient de privilèges du seul fait de la couleur de leur peau, mais les exploités qui osent dénoncer cette injustice.

C'est cette injustice que dénonce, à sa manière le «comité contre le génocide des Noirs par substitution».

Max RODON.

au PPM du bon usage de la modification des statuts

C'est par un communiqué perdu en bas de page que «Le Progressiste» a appris à ses lecteurs la dissolution de sa section de l'émigration, l'UPA, Union Progressiste Antillaise. Le motif avoué est qu'une modification des statuts interdit la création de sections du PPM hors de la Martinique.

Cette modification des statuts vient au moment opportun pour aider à faire taire une section qui s'était publiquement opposée au «moratoire» tel qu'il était développé par Césaire et Darsières après les élections présidentielles. Les responsables de cette section avaient notamment critiqué le manque de discussion au sein du PPM. Ils donnaient comme exemple le fait qu'il y avait eu en tout et pour tout une Assemblée Générale sur le problème du moratoire à la fin du mois de Juillet, soit 2 mois après que le changement de tactique ait été décidé !

Sans doute pour ne pas entendre de telles critiques, rendues publiques après les vacances et restées sans réponses de sa part, la direction a décidé de supprimer les contestations, en mettant les contestataires hors parti !

Cette façon de résoudre les problèmes qui se posent à eux est bien révélatrice de ce que sont les dirigeants du PPM, et montre le peu de poids qu'il faut accorder à leurs professions de foi démocratiques ; des gens qui ne sont pas démocratiques dans leur propre parti ne le seront certainement pas vis-à-vis de la population.

Guadeloupe

les étudiants de fouillole séquestrent le chargé de mission du ministère de l'éducation

Mardi 9, en fin d'après midi, les étudiants de l'université de Fouillole ont séquestré l'envoyé spécial du ministre de l'Éducation.

Celui-ci était venu sur place prendre connaissance des problèmes de l'université. Les étudiants, eux, attendaient des négociations car ils avaient déjà fait savoir au ministère leurs problèmes. Après plusieurs jours de grève, au cours du mois de janvier un dossier sur la situation de l'université avait été transmis au ministère, en la personne du Recteur d'académie : Bertène Juminer. A l'heure où nous écrivons l'envoyé spécial du ministre est toujours séquestré. Il n'a pas pu repartir en France alors que son voyage était prévu dans la soirée de mardi. Les étudiants ont exigé de lui qu'il envoie un télex au ministère qui n'a pas répondu favorablement à leurs revendications face à cette réponse négative l'envoyé spécial du ministre n'a pas été libéré.

Le Recteur d'Académie Bertène Juminer et le directeur de l'université Rolland Thésauros se trouvent eux aussi bloqués dans les locaux du campus où ils ont passé la nuit avec l'attaché du ministère sous le contrôle des étudiants.

Ceux-ci ont eu raison d'agir parce qu'ils n'acceptent plus d'être trompés. Les représentants de l'administration font toujours semblant d'ignorer les problèmes et se plaignent d'être impuissants. Le ministère de l'éducation, lui, se trouve à 7000 km et lorsqu'il envoie ses missionnaires ceux-ci ne sont même pas capables de trouver des solutions. En réalité le ministère de l'éducation se moque éperdument de l'avenir universitaire aux Antilles, puisqu'il ne met pas au service de cette université les moyens financiers qu'il faut pour qu'elle fonctionne normalement. Depuis la rentrée universitaire, et ce n'est pas cette année seulement, les étudiants réclament des postes budgétaires, l'installation des locaux pour les sciences juridiques et économiques, et l'installation d'une UER Sciences médicales.

Ils réclament aussi plus de sécurité sur le campus. Qu'ils se fâchent et qu'ils séquestrent des responsables aujourd'hui, leur colère est parfaitement légitime !

déclaration politique de la direction de COMBAT OUVRIER sur la mort max MARTIN

Dès que la nouvelle de l'assassinat de Max Martin a été connue, Combat Ouvrier a publié un communiqué de presse afin de faire connaître sa position sur cette affaire. Il est à noter que seule «Radio Unité» a reproduit ce communiqué, la station semi-officielle RCI refusant de le faire passer sur ses ondes.

Bien que les événements remontent maintenant à plus de trois semaines, nous tenons cependant à faire connaître ce communiqué, et c'est pourquoi nous le publions dans ce numéro, qui paraît après trois semaines d'interruption due à des problèmes d'imprimerie.

La mort du gros capitaliste terrien Max Martin provoque des prises de position indignées de toutes les organisations de capitalistes et de leurs représentants. A leurs voix et à celle du pouvoir se sont associées celles de certains petits propriétaires qui ont suivi le mouvement de fermeture des entreprises et magasins décidé par la Sica-Assobag, l'Union des commerçants et les représentants des PME.

Que ces organisations de capitalistes se montrent révoltées par l'assassinat d'un de leurs chefs et qu'elles manifestent leur indignation n'a rien d'étonnant. Elles ont aussi leurs raisons de faire un panégyrique élogieux de cet homme.

Mais la population n'a jamais entendu ces mêmes organisations protester lorsque des travailleurs, des hommes, des femmes de la population ont été lâchement assassinés par des bandes d'hommes armés par le pouvoir en 1952 au Moule, en 1967 à Pointe à Pitre, en 1974 en Martinique.

La mort de ce capitaliste ne concerne pas la population laborieuse.

Max Martin était l'un des patrons les plus

détestés par les travailleurs. Il s'était enrichi en exploitant depuis des dizaines d'années des centaines de travailleurs et de travailleuses. Il affichait vis-à-vis d'eux un mépris sans borne. Il refusait de les payer régulièrement et était allé jusqu'à frapper d'un coup de crosse de son revolver un travailleur venu réclamer son dû.

Voilà qui était Max Martin. Et la population était de plus en plus au courant de ses agissements.

Dans de telles circonstances, Martin avait pu se faire suffisamment d'ennemis dans la population et aussi dans son propre milieu d'affaires pour susciter contre lui un acte de vengeance.

Nous pensons que la violence qui existe dans cette société est d'abord celle qui s'exerce régulièrement contre la majorité des noirs pauvres de ce pays. La violence c'est que quelques actionnaires sans visage possèdent, tels des seigneurs, 500 hectares de terres alors que des milliers de petits paysans survivent sur de minuscules lopins de terre ou, sans rien.

Une telle violence ne disparaîtra de cette société que dans la mesure où disparaîtront les inégalités sur lesquelles elle est fondée.

aux lecteurs

«Combat-Ouvrier» n'est pas paru pendant trois semaines. Cet arrêt est dû à un mouvement de grève et d'occupation organisé par les travailleurs de l'imprimerie CIF. Ces derniers réclament que leur soient payés des salaires, ainsi qu'un certain nombre d'avantages dus par la direction et dont ils n'ont jamais pu bénéficier.

L'imprimerie étant fermée pour cette

raison et pour cause de difficultés financières, il n'a pas été possible d'assurer correctement pendant les trois dernières semaines la parution de «Combat Ouvrier».

Avec ce numéro, le journal paraît maintenant sur une autre imprimerie.

La rédaction du journal présente ses excuses à tous ses lecteurs et ses abonnés.

L'ALN revendique l'attentat contre la SODEG

Nous avons reçu le communiqué d'une nouvelle organisation qui se déclare ouvertement pour la lutte armée contre le colonialisme. Il s'agit de l'ALN (armée de libération nationale). Cette organisation revendique l'attentat à la bombe contre les locaux de la SO-DEG.

L'apparition d'une nouvelle organisation qui entend lutter par les armes et les bombes contre le pouvoir colonial ne peut guère étonner. Depuis en effet près de deux ans, la Guadeloupe a connu de nombreux attentats terroristes et dans la population nombreux sont les gens qui, excédés par la situation coloniale, en arrivent au point où ils se disent prêts à entreprendre une lutte violente contre la violence coloniale, en particulier les jeunes.

On a vu aussi en Martinique et en Guyane apparaître des groupes terroristes.

Pour bon nombre de jeunes et de travailleurs c'est là la manière la plus rapide et la plus radicale d'en finir avec le système colonial et son cortège d'humiliation et de mépris sur les peuples antillais et Guyanais.

Le sigle «ALN» n'est pas sans rappeler l'ALN algérienne, l'armée qui encadra la guérilla et dont les bataillons massés aux frontières entrèrent triomphalement dans Alger un jour de 1962. Oui, bien sûr c'est parce qu'ils avaient mené une lutte armée sans merci que les combattants algériens arrachèrent leur indépendance. Mais vite, aussi, cette armée devait se substituer à la population. C'est elle qui forma l'ossature de l'état algérien, (jusqu'à présent d'ailleurs). Elle est au-dessus de la population qu'elle encadre, qu'elle dirige, qu'elle réprime aussi périodiquement. Elle est l'instrument de la dictature des

colonels sur les masses algériennes.

Il est bien sûr trop tôt pour savoir si demain l'ALN qui vient d'apparaître en Guadeloupe ressemblera à l'ALN algérienne.

Si les militants et les dirigeants de cette organisation cherchent la voie des pauvres, la voie des travailleurs, s'ils se placent sous leur contrôle, ils peuvent offrir à la population des perspectives différentes.

Mais d'un autre côté, il appartient aux travailleurs, aux masses pauvres de s'organiser aussi eux mêmes et dès maintenant, y compris par la violence s'il le faut.

Ils y ont intérêt si ils ne veulent pas demain, après s'être débarrassés du colonialisme, subir comme les masses algériennes aujourd'hui la dictature de la petite bourgeoisie locale.

P.J.C.

suite de l'éditorial

L'évolution économique à plus ou moins long terme va conduire à une aggravation de la situation des pauvres.

Quand on annonce pour le seul mois de janvier 1982 une hausse des prix de 3,1%, et plus de 15% comme résultat de l'année dernière, cela ne peut qu'inquiéter.

L'évolution de la situation peut conduire assez vite à l'aggravation du chômage en France comme ici même. Et cela a de l'importance pour toute la population laborieuse. Des milliers de gens seront jetés dans les rangs des chômeurs.

Cela conduira très certainement à d'autres actions comme celles de cette semaine contre les magasins appartenant à des Blancs ou dirigés par eux.

Il n'y a donc rien d'étonnant que ces événements continuent et se multiplient à l'avenir. Les Noirs pauvres n'ont le choix qu'entre subir une situation qui évolue contre leurs intérêts et provoque leur amertume et leur colère ou laisser s'exprimer cette colère en agissant contre les intérêts de ceux, résidents et administrateurs blancs qui dirigent ou sont les maîtres du pays.

SAINTE-ROSE : UNE GRANDE PARTIE DES OUVRIERS AGRICOLES

La récolte sucrière vient de démarrer et de nombreux ouvriers agricoles n'ont pas eu de travail. Les plus âgés ont été mis en pré-retraite forcée. Ils percevront beaucoup moins que ce qu'ils auraient perçu pour une retraite normale. Ils seront obligés de faire de petits jobs pour arrondir leurs fins de mois.

Quant aux femmes, elles sont un grand nombre à avoir été licenciées. La coupe par paquets a été supprimée sur l'ensemble des habitations en raison de la mécanisation de la coupe qui se généralise. Les attacheuses n'ont donc plus d'emploi. Les rares femmes qui malgré tout ont accepté la coupe à la surface connaissent beaucoup de difficultés. Elles parviennent difficilement à couper

les 80 mètres, et parfois plus, qui leur sont donnés pour la coupe. Bien souvent elles accomplissent la moitié ou le quart de la tâche, ce qui leur fait une demi-journée ou un quart de journée de salaire.

La situation des ouvrières agricoles devient de plus en plus dramatique. Ces femmes devront se contenter des miettes de l'ASSEDIC.

Voilà le sort réservé à des travailleurs et à des travailleuses sur le dos desquels les grosses sociétés capitalistes ont accumulé leurs profits pendant des années.

Les nouvelles plantations de bananes de la Compagnie Fruitière qui se développent dans la région n'offrent pas du travail à tout le monde.

MARTINIQUE, LES OUVRIERS DE JALMAR, MENACÉS DE LICENCIEMENT, OCCUPENT L'ENTREPRISE.

Mis en chômage technique, les 33 ouvriers de l'entreprise Jalmar ont décidé d'occuper celle-ci. Le gérant de l'entreprise, un français du nom de Jean Bourand, ne leur a payé qu'un tiers de leur salaire de février.

Les 33 ouvriers sont menacés de licenciement car l'entreprise menace de fermer.

Le patron attend de l'administration qu'elle lui fournisse les fonds nécessaires à un redémarrage et les discussions sont en cours.

Les employés, eux, réclament le maintien de tous les emplois et le paiement des salaires en retard.

MARTINIQUE. GREVE DANS LA CANNE

La récolte de canne se fera avec du retard cette année, car depuis le 1er mars une grande partie des coupeurs, ainsi que les chauffeurs d'engins (cane-loaders, tracteurs...) et les mécaniciens de distilleries sont en grève. Cette grève a été appelée par le syndicat UTAM, qui conteste les accords signés par la CGTM avec les usiniers concernant les salaires. L'UTAM les juge insuffisants, et tel doit être aussi l'avis des ouvriers puisque, bien que ce syndicat soit minoritaire dans la canne, la grève, elle, est largement suivie.

ECHOS DES ENTREPRISES

GROSSE MONTAGNE : FERMERA... FERMERA PAS SIMONNET, EN TOUT CAS, MANOEUVRE

Dans une lettre à Emmanuelli, Charles Simonnet propriétaire de Grosse-Montagne, menace de fermer son usine après la prochaine récolte si le gouvernement ne vient pas à son secours. Il prétend que l'usine perd de l'argent, et que la région autour de l'usine ne produit pas suffisamment de canne.

Simonnet et les autres usiniers sont passés vraiment maîtres dans l'art de tirer toutes les ficelles du moment que subventions, aides et dédommagements tombent dans leurs poches.

La région Lamentin - Baie-Mahault Petit-Bourg ne produit pas suffisamment de canne, mais c'est la faute de Simonnet. Ses propres terres du Lamentin, anciennement plantées en canne, sont maintenant plantées en banane.

Il demande des sous à l'État, alors que lui-même n'investit plus dans l'usine. Les bénéfices qu'il a réalisés, il les investit ailleurs. Il détient de grosses parts de Coca Cola, de l'imprimerie de Jarry, Socréma, Sagba-Spalthaller et de la société agro-alimentaire.

Nous ne savons pas quel jeu joue Simonnet. S'il agite cette menace de fermeture pour récupérer encore plus d'argent, ou s'il a vraiment l'intention de liquider Grosse-Montagne. Mais dans aucun cas les travailleurs et petits paysans ne doivent faire les frais des manœuvres de Simonnet. Ils doivent dès maintenant se réunir, s'organiser pour prévoir ensemble les moyens de riposter aux agissements de cet usinier.

CAPESTERRE

SCEFA - SCEPLAG : A QUAND LA REPRISE DU TRAVAIL

Cela fait déjà plus de deux semaines que Max Martin était retrouvé mort devant sa maison. Mais voici maintenant plus de trois mois que nous ne travaillons pas. Va-t-on laisser plus de 250 familles mourir de faim parce que Martin est mort ? Qu'attendent les responsables de la société ? Font-ils exprès de faire traîner la situation ? N'est-ce pas pour les propriétaires de la société une façon de nous punir d'avoir engagé le conflit à la SODEG ? En tout cas nous en avons assez de cette situation. D'autant plus qu'avant sa mort Max Martin avait commencé des négociations avec une délégation choisie par plus de cent camarades et composée de

quatre camarades de la SCEFA et deux travailleurs membres du bureau du syndicat CGTG de la banane. Il y avait déjà accord sur un certain nombre de points, entre autres : (publiés par la CGTG banane dans un tract daté du 26/02/82).

- 150 régimes à transporter, au lieu des 155 proposés par le médiateur.

- Heures de travail : 6 h à 12 h 50 payées 8 h.

- Polystylène : rejets 250, plantées : 300

- Sel : 3 sacs.

- Engrais : 10 sacs.

- Sapage : 6 h à 12 h 50 payées 8 h.

- Repas : 9 h à 9 h 30

- Chauffeur d'engins : payés sur temps réel

- Arrachage plants : 300 pour 8 h.

- Arrosage : Heures effectives.

Restant à discuter entre autre le problème du travail dans le hangar (emballage).

Ces propositions avaient été acceptées par un vote unanime à la maison du syndicat CGTG par une grande majorité de camarades de la SCEFA.

Si donc la situation traîne encore c'est par la faute des responsables de la société. Ils espèrent ainsi nous mettre à genoux. Mais qu'ils se détrompent. Nous n'avons pas l'intention de reprendre le travail à n'importe quelles conditions. Nous exigeons la reprise du travail et des négociations, sur la base des discussions engagées avec Martin avant sa mort. Rien de moins. Ou sinon il faudra bien que l'on nous donne un moyen de gagner notre vie. Des terres par exemple.

CAPESTERRE

SCEFA SCEPLAG HALTE A LA REPRESSION

Depuis la mort de Martin un certain nombre de camarades travailleurs de la SCEFA sont inquiétés par les forces de répression. Un jeune est actuellement emprisonné. Pour un capitaliste mort on remue ciel et terre, on inquiète des dizaines de travailleurs. Mais quand des travailleurs se tuent au travail, quand les patrons nous tuent à petit feu sur les plantations avec leurs produits toxiques, ou encore quand on tue des travailleurs comme en 1967, à Pointe-à-Pitre ou en 1952 à Moule, personne ne juge les tueurs.

Malgré des désaccords entre les travailleurs inquiétés et les autres, il faut tous unanimement crier notre haine à la répression et à toutes les forces qui sont dans notre pays pour défendre les capitalistes et tous les exploités.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT de FRANCE

LE SECTEUR PRIVÉ, UNE BONNE AFFAIRE !

Grève en France, réunion de protestation ici, voilà la réponse d'une partie du corps médical à la décision du gouvernement de supprimer le secteur privé.

Depuis plusieurs jours, ils se démènent à gauche et à droite, ils se réunissent... pour sauvegarder disent-ils un droit acquis.

En fait, il s'agit du droit de faire du fric dans un établissement public !

CURIEUX SOUTIEN !

Le RPR qui est muet sur les luttes des travailleurs, ou qui lorsqu'il en parle les condamne, soutient cette fois la lutte des médecins.

On sait choisir ses amis !

BASSIN de RADOUB FORT de FRANCE

SIGBR UNE MANOEUVRE DÉJOUÉE

L'autre jour, le patron est venu nous proposer de constituer un syndicat avec les ouvriers des autres entreprises du Bassin de Radoub. Il voulait ainsi organiser un syndicat «maison» et nous couper du syndicat de la métallurgie qu'il trouve sans doute trop dynamique et trop combattant.

Mais nous avons refusé catégoriquement sa proposition.

Lui qui veut jouer d'habitude au patron «sympathique», il a montré cette fois qu'il est bien comme tous les patrons : dès que les ouvriers s'organisent en un syndicat combatif, les patrons n'ont plus qu'une hâte : le faire disparaître.

SÉCURITÉ SOCIALE - MARTINIQUE

DESCLIEUX. LES COULISSES DE L'EXPLOIT

S'il est un record à mettre à l'actif des femmes du rez-de-chaussée du siège de Desclieux, c'est bien celui de la rapidité d'exécution, pour ce qui est de l'utilisation des WC.

En effet, quand on sait que près de 70 femmes environ sont obligées en se relayant, de se partager le seul WC qui existe pour leur service, on mesure alors l'exploit.

Cependant, depuis le temps que cela dure il paraît surprenant que «nos» directeurs ne s'en soient pas encore aperçus.

A moins qu'aux moments d'embouteillage nous allions toutes en face chez nos voisins de l'EDF, il paraît qu'ils sont mieux lotis que nous...

POINTE-A-PITRE

KDIS - VILLE : LES EMPLOYÉS NE PORTENT PAS LE DEUIL DE MARTIN.

Le mardi 15 février, nous avons travaillé jusqu'à 18 h 30 et ni directeur, ni chef de groupe n'ont jugé bon de nous avertir qu'ils entendaient fermer leur magasin le lendemain mercredi.

Mercredi avant huit heures, ces messieurs étaient postés à l'entrée et disaient à chacun d'entre nous : vous revenez demain car nous marquons un signe de deuil pour monsieur Martin.

Évidemment nous n'avions vraiment pas l'intention de marquer le deuil pour le capitaliste Martin. Mais puisque nos patrons nous octroyaient un jour de congé ; ce ne fut pas pour nous déplaire !

POINTE-A-PITRE

NOUVELLES GALERIES : ENCORE DU RACISME.

Juandon a embauché il y a peu de temps un nouveau responsable pour le rayon crèmerie et primeurs. Mais il y avait déjà un responsable pour ce rayon, qui occupait ce poste depuis plus d'un an en tant que stagiaire. Il faut dire que l'ancien responsable est Antillais, alors que le nouveau est blanc. Finalement, l'ancien continue à faire le même travail, mais en tant qu'adjoint, pendant que le nouveau qui n'a aucune compétence pour ce travail puisqu'il était auparavant représentant au comptoir des Antilles, se promène tranquillement les mains dans le dos, exerçant avec zèle son travail de mako, le seul pour lequel il est apparemment qualifié.

Ces pratiques racistes de Juandon sont inacceptables. Nous devons nous organiser pour empêcher ce patron raciste d'embaucher du personnel blanc sur le dos des Noirs de l'entreprise.

LE CHOMAGE DANS LE MONDE

Le journal « Le Matin » du 3 mars publie des chiffres sur le chômage en France et dans le monde.

En France, il y aurait actuellement d'après l'ANPE 200.000 demandeurs d'emplois pour le mois de février. Soit une baisse de 26.000 (1,3%) entre janvier et février.

Mais si l'on compare avec les chiffres de février 1981 cela représente une hausse de 20,4%.

La situation est tout aussi grave dans d'autres pays.

Les pays du marché commun comptent 16,5 millions de chômeurs. L'ensemble des 24 pays de l'OCDE (Organisation économique de coopération et de développement)

compte 28,5 millions de chômeurs.

La Grande-Bretagne a un taux de chômage de 12,5% de la population active (plus de 3 millions de chômeurs).

Puis viennent les Pays-Bas et la Belgique qui connaissent aujourd'hui, des problèmes économiques et sociaux très importants (grèves des ouvriers de la sidérurgie actuellement en Wallonie - une partie de la Belgique).

L'Allemagne compte moins de chômeurs, mais en un an leur nombre a progressé de 50%.

Quant à la Turquie, elle connaît une situation vraiment catastrophique. On y compte autour de 20% de chômeurs. La situation politique y est d'ailleurs à l'image de cette situa-

tion économique. L'armée a pris le pouvoir et durcit la répression contre tous les milieux politiques et syndicaux et contre la population. Il faut prévenir l'explosion de colère des masses. Comme ailleurs la classe dominante et possédante a recours à la force pour prévenir tout soulèvement ou expression du mécontentement populaire.

Aux États-Unis, la situation évolue dans le même sens : plus de 8% de chômeurs, tout près des 10 millions.

La crise touche particulièrement les usines d'automobiles, le bâtiment.

Les Noirs américains sont particulièrement touchés par cette crise car le taux de

chômage parmi eux est beaucoup plus élevé que parmi les Blancs.

Les effets de la crise continuent donc de se faire sentir et personne ne peut dire ni comment, ni à quelle vitesse, cette crise peut évoluer.

Ce qui n'a rien de surprenant. Car le système de production qui règne sur la planète, et dont la vie de milliards de personnes dépend, est un système dont personne, ni aucun organisme, ne maîtrise le fonctionnement. Ce qui va arriver, on ne peut le prévoir, on ne le sait que lorsque c'est arrivé !

Pourtant il paraît tout à fait évident qu'on pourrait organiser et planifier cette production en fonction des besoins de la société, de l'humanité. Tous les moyens techniques actuels sont là pour le permettre. Mais malheureusement ce qui est techniquement possible est rendu impossible socialement. En effet, le fait que les entreprises, les moyens de production en général, appartiennent à des particuliers, des groupes privés qui n'ont en vue que la réalisation de profits privés entraîne cette situation d'anarchie de la production. La conséquence la plus criante de cela, c'est la crise et son cortège de ruines, de destructions qui suivront inévitablement, si elle continue d'évoluer dans le même sens. Puis enfin cela conduira à la guerre.

Mais il n'y a pas de fatalité qui conduise aux malheurs des hommes. Tout peut s'expliquer. Les causes étant connues, on peut empêcher l'évolution actuelle de se retourner contre la population. A condition que celle-ci partout dans le monde décide de ne pas subir.

A la crise, les hommes et femmes de la population peuvent opposer leur volonté de construire une autre société sans anarchie de la production, car sans propriété privée. Sans profiteurs et sans exploités. Une société fraternelle et où la production de ce qui est indispensable à l'homme pour vivre et se développer serait produit rationnellement.

Claude ROCHA

L'article qui suit est la traduction d'un texte paru dans le journal Spark, journal trotskyste américain.

spark

LE BUDGET MILITAIRE DE REEGAN : UNE PREPARATION A LA GUERRE

Le nouveau budget que Reagan a proposé pour l'année prochaine est dans le même style que celui de cette année... seulement pire.

Lorsqu'il s'agit de programmes qui apportent ne serait-ce que quelques menus avantages aux pauvres et aux travailleurs, tout ce qu'on entend, c'est qu'il n'y a pas d'argent, que le déficit budgétaire doit être réduit, etc... Et effectivement, Reagan propose de faire des coupes sombres dans le budget de l'action sociale, de l'aide médicale, des bons de nourriture, des bourses d'étudiants, de la formation professionnelle, de l'aide aux handicapés, et de beaucoup d'autres.

Mais lorsqu'il s'agit du budget militaire, le Pentagone obtient tout ce qu'il veut. Le nouveau budget de Reagan prévoit une augmentation de plus de 20% - de 214 milliards de dollars à 258 milliards - pour le budget

militaire. En fait l'augmentation du budget militaire est légèrement supérieure aux 43 milliards de dépenses sociales que Reagan propose de supprimer.

Ce budget montre clairement quelles sont les intentions et les priorités du gouvernement américain. L'augmentation énorme des dépenses militaires aux dépens des programmes sociaux, indique une seule direction : la guerre. Tous les nouveaux armements : missiles, bombardiers, tanks, sous-marins, navires, transporteurs aériens, sont construits pour un seul objectif : la guerre. Le gouvernement ne s'armait pas de façon aussi massive et aussi rapide s'il n'avait pas l'intention d'utiliser ces armements. Cela peut être l'année prochaine, ou l'année d'après, ou même dans cinq ans. Cela peut être au Moyen Orient, en Amérique Centrale, ou en Europe. Mais tôt ou tard, là ou ailleurs, les Etats Unis feront la guerre,

et c'est ce pour quoi ils se préparent actuellement.

Cette fièvre de guerre n'est pas le fait d'un seul homme - Reagan - ou d'un parti - le parti Républicain - Car après tout qui a commencé à accroître considérablement les dépenses militaires en 1979, si ce n'est Jimmy Carter ? Et qui a approuvé toute la politique de Reagan concernant le budget militaire, avec seulement quelques objections par ci par là, si ce n'est le Parti démocrate, qui a la majorité à la Chambre des Représentants.

Non, les préparatifs de guerre sont la politique des capitalistes, des grandes sociétés qui dirigent le pays, et de leurs deux partis, les Républicains et les Démocrates.

Aussi longtemps que nous laisserons ces gens diriger le pays, la guerre est le seul avenir qu'ils nous réservent.

LES FEMMES HAITIENNES ENFERMEES AU CAMP DE FORT ALLEN LANCENT UN CRI D'ALARME !



Le 28 décembre 1981 à Miami, les Haïtiens manifestent contre les conditions de détention dans les camps de réfugiés.

Dans une lettre adressée à Radio-Caraïbe il y a plusieurs jours, les femmes haïtiennes enfermées au camp de Fort Allen à Porto Rico, lancent un cri d'alarme : elles révèlent les conditions inhumaines et atroces qu'elles subissent dans ces «camps de réfugiés».

Ces femmes expriment leurs angoisses, leurs illusions, tout au cours d'un calvaire, depuis le bureau d'émigration de Miami jusqu'à Porto-Rico. Dès Miami, elles prennent conscience qu'il ne s'agit pas d'une opération d'émigration normale, mais d'une véritable expédition comparable à la traite des nègres. Comme elles le disent : «nous avons l'impression d'être venues nous jeter dans une écurie». Après Miami, c'est le camp de Floride, où plus de 1000 personnes sont entassées. On leur fait croire qu'elles transiteront dans ce camp seulement un jour, mais elles y restent plus d'une semaine. Si elles ne sont pas marquées au fer rouge, comme au temps de l'esclavage, elles reçoivent chacune un bracelet en plastique imprimé de leur nom.

Dès quatre heures du matin, au coup de sifflet, elles sont convoquées au bureau

d'émigration.

Les femmes défilent toutes nues devant les hommes et sont aspergées.

Ces femmes, humiliées, traitées comme

des bêtes fondent encore leurs espoirs sur l'arrivée à Porto-Rico. Hélas comme elles le disent leur cauchemar ne fait que commencer.

A Porto-Rico, c'est Fort Allen qui les attend : un camp qui n'est autre qu'une véritable prison entourée de fil barbelé. Les gens sont parqués sous des tentes. Ces femmes haïtiennes racontent comment elles subissent quotidiennement les piqures de moustiques, le froid et la chaleur du soleil. «Nous avons faim, nous ne pouvons satisfaire nos besoins» avouent-elles.

A travers ces déclarations, ces femmes traduisent les drames psychologiques qu'elles vivent. Elles ne comprennent pas pourquoi des êtres humains se retrouvent exilés dans des conditions pires que celles qui les avaient obligées à fuir leur pays.

La fuite du régime Duvaliériste était pour elles l'espoir de vivre mieux ailleurs. Le pire,

expliquent-elles, ce sont les espoirs que l'on fait naître chez les réfugiés. Ils s'imaginent qu'ils auront du travail et qu'ils pourront envoyer de l'argent à leur famille qu'ils ont laissée en Haïti. La dure réalité, pour ces femmes haïtiennes c'est la situation de non retour. Il leur arrive dans cet enfer d'envisager comme seule solution le suicide. Comme elles le disent : «notre cerveau se heurte à des moments de folie».

La situation dénoncée dans ce témoignage est révoltante. Ce n'est pas seulement un cri d'alarme mais aussi un appel à l'aide.

Et avec l'épisode de Fort Allen, l'impérialisme se montre tout cru, sans fard aucun, sans artifice. Les Etats-Unis, l'état le plus puissant de la planète, c'est l'état du racisme pour ses minorités noires ou porto-ricaines. C'est aussi les camps de concentration pour les milliers de réfugiés haïtiens, dans des conditions qui rappellent les dictatures les plus honnies de la planète.

Cette barbarie, c'est celle du capitalisme parvenu à son stade pourissant, et c'est cette société que nous devons abattre pour qu'il n'y ait pas d'autres Fort-Allen !

En tout cas, il ne faut pas avoir de cesse de dénoncer cet acte supplémentaire de barbarie commis par les représentants de l'impérialisme contre les réfugiés haïtiens ; il faut que un maximum de personnes soient au courant de ces actes odieux, protestent contre l'attitude des autorités américaines de manière que leurs crimes ne restent pas impunis.

M. VERDAT

ECOUTEZ L'EMISSION DE COMBAT OUVRIER SUR RADIO UNITE !

Depuis trois semaines «Combat Ouvrier», est à l'antenne sur Radio Unité, tous les lundis entre midi et une heure.

Si vous voulez connaître le point de vue de Combat Ouvrier sur l'actualité politique et sociale sur l'actualité culturelle, écoutez Radio-Unité, tous les lundis entre midi et une heure.

- RADIO-UNITE : Sur FM, 99,8 MGH.-

LA HAUSSE DES PRIX EN GUADELOUPE

L'institut de la statistique (INSE) vient de publier des chiffres sur la hausse des prix.

Pour toute l'année 81, la hausse s'est chiffrée à 15,7%. Ce qui est déjà très important. Mais le plus spectaculaire c'est le chiffre pour le seul mois de janvier 1982 : 3,1%.

Il y a eu donc un bond du coût de la vie. Les produits alimentaires sont de plus en plus chers étant donné qu'ils sont de plus en plus importés et non produits sur place.

De même les transports coûtent de plus en plus cher. Il n'y a aucun service public de transport couvrant l'ensemble de l'île. Seuls des particuliers assurent ce service sans la participation publique.

Dans le même temps, on vient d'annoncer que la baisse de 5 centimes sur l'essence qui a eu lieu en France ne sera pas repercutée ici.

Sous prétexte que l'essence vient du Vénézuéla. Pourtant dans l'autre sens cela marche toujours.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728